

## Urbanités

### Chroniques – 2016

Urbicide en cours au Kurdistan : Diyarbakır, de la ville-refuge à la ville-cible

Matthieu Gosse

*Article soumis le 3 mars 2016.*



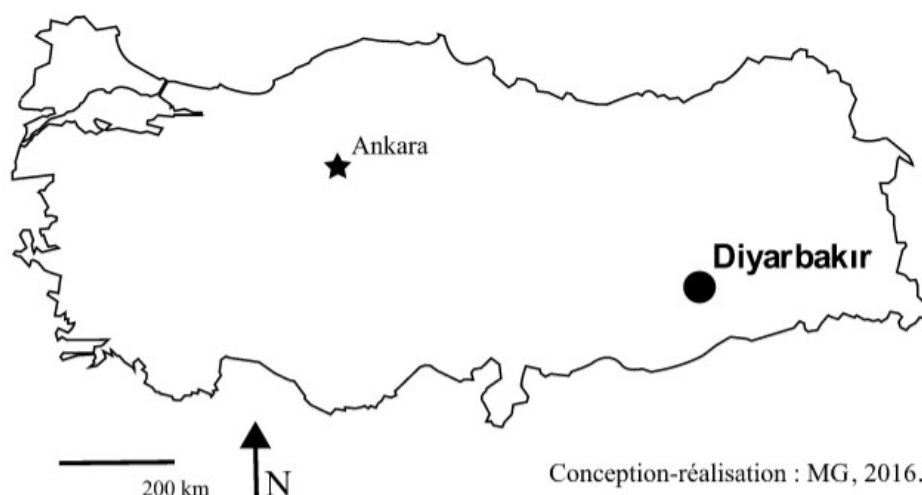
Couverture : Habitants de Diyarbakır fuyant la vieille ville sous couvre-feu (Nar photos, 2016).

Après plusieurs années de calme relatif permis par le processus de paix entre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan<sup>1</sup>) et l'État turc, la guerre a fait son retour dans la région kurde de Turquie (Est et Sud-Est du territoire). Le conflit oppose les forces de l'État à des groupes armés issus du PKK qui ont proclamé l'autogestion dans plusieurs quartiers populaires de villes kurdes. Les forces de sécurité de l'État turc instaurent des couvre-feux et bloquent les accès à ces villes ou à certains de leurs quartiers. Les victimes civiles non-combattantes et les destructions matérielles liées aux combats sont communément présentées comme les dommages collatéraux des affrontements. Dans la vieille ville de Diyarbakır, agglomération de 950 000 habitants considérée comme la capitale des Kurdes, les destructions du tissu urbain et des relations sociales qui s'y inscrivent sont particulièrement intenses. Il semble que l'action des forces de sécurité de l'État turc ne procède pas d'une logique classique d'affrontement (qui viserait à anéantir ou neutraliser un groupe de combattants ennemi) mais d'une

---

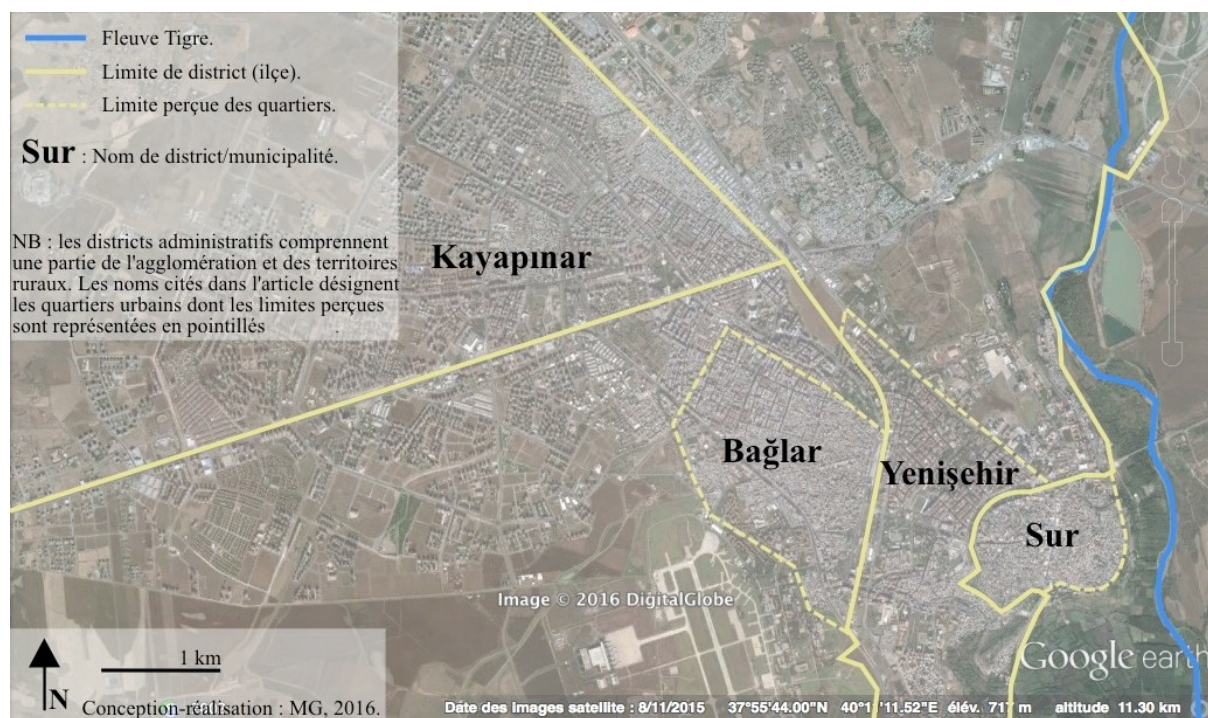
1 Les noms et acronymes renvoyant à des acteurs de l'État turc et du mouvement kurde sont explicités dans deux encadrés placés en deuxième partie.

logique d'urbicide. La violence n'affecte pas seulement les individus et le cadre bâti mais vise systématiquement les fondements de l'urbanité telle qu'elle a cours à Diyarbakır.



1. Carte de localisation : Diyarbakır dans le territoire de la République de Turquie (Gosse, 2016).

## Amida-Amed-Diyarbakır<sup>2</sup>, ville palimpseste



2. L'agglomération de Diyarbakır : quartiers et limites administratives-base Google Earth (Gosse, 2016).

La morphologie urbaine et le peuplement de la ville de Diyarbakır ont été produits par une série de modifications coercitives du peuplement (MCP) impulsées par l'État ottoman puis turc depuis plus

<sup>2</sup> Amida correspond au toponyme antique. Amed est le nom kurde (officiel) de la ville de Diyarbakır. Les toponymes officiels turcs ont le plus souvent un équivalent kurde officiel.



d'un siècle. Les MCP désignent « l'ensemble des processus violents mis en place par des acteurs politiques permettant de transformer le peuplement » (Rosière, 2007). Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les MCP sont un outil central de la gestion des populations d'Anatolie orientale.

La vieille ville de Diyarbakır (« Sur ») est ceinte de murailles et sise sur un plateau basaltique surplombant le Tigre. L'essentiel de la trame urbaine de la vieille ville était déjà établi dans l'Antiquité tardive. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, Diyarbakır était un nœud important du réseau urbain de la périphérie orientale de l'Empire ottoman. Ville multiconfessionnelle, les chrétiens (arméniens et syriaques) y représentaient plus de la moitié de la population (Van Bruinessen, 1988 : 33) ainsi que l'essentiel des élites économiques urbaines (Köker, 2011). Cette épaisseur historique a laissé un riche patrimoine architectural : mur d'enceinte quasi-complet (le « géosymbole » de la ville), églises et mosquées, caravansérails, vieilles demeures.

Les lendemains de la Première Guerre mondiale et la fondation de la République de Turquie (1923) correspondent à un moment de déclin pour la ville : les communautés chrétiennes ont été éliminées ou mises sur le départ. Le tissu urbain s'étale désormais au-delà des murailles : Yenişehir (« la ville nouvelle ») est planifiée et aménagée. La vallée du Tigre et l'emprise spatiale de l'aéroport militaire orientent l'étalement urbain vers le Nord-Ouest.

Les années 1980-1990 correspondent au moment d'intensité maximale du conflit opposant l'État turc au PKK. L'essentiel de la lutte armée entre la guérilla et les forces de sécurité de l'État turc a lieu dans les montagnes de l'Est et du Sud-Est de la Turquie. Au début des années 1990, la contre-insurrection opte pour une tactique de la terre brûlée (Jongerden, 2010) qui se traduit notamment par l'évacuation-destruction de 3 500 villages et hameaux de l'Est de la Turquie. Entre 3 et 4 millions de ruraux fuient ou sont expulsés de force (KHRG, 2006) vers les quartiers spontanés des grandes villes de l'Est puis de l'Ouest. Le quartier de Sur est massivement réinvesti et densifié, les modes d'habiter y sont profondément transformés. Les paysages changent : le bâti ancien « basaltique » est réinvesti et surélevé, les constructions informelles (souvent de briques) se solidifient au fil du temps. Des quartiers spontanés apparaissent aux marges du tissu urbain, notamment les quartiers de Ben-u-Sen et Fiskaya au pied des murailles, ainsi que le grand quartier informel de Bağlar, à l'Ouest de Yenişehir. Diyarbakır devient une ville-refuge (voir tableau Fig. 17). Depuis le début des années 2000, la plupart des familles solvables ou aisées quitte Sur et s'installe sur le territoire de la municipalité de Kayapınar, dans de nombreux immeubles et résidences fermées. Ces trajectoires résidentielles ont fait de Sur un quartier uniformément pauvre.



3. « Mairie métropolitaine de Diyarbakır. La capitale des arts et de la culture du Moyen-Orient » (DBB, 2016).

À partir de la fin des années 2000, sous l'égide de l'AKP qui arrive au pouvoir en 2002, l'intensité du conflit entre le PKK et l'État turc décroît. Depuis 2009, le parti pro-kurde légal (BDP puis HDP) est à la tête de la municipalité métropolitaine (DBB<sup>3</sup>) et n'a pas subi d'interdiction. Cette relative pérennité

3 Le territoire de compétence de la municipalité métropolitaine (DBB) est composé de quatre districts (*ilçe*) : Sur, Yenişehir, Bağlar et Kayapınar qui incluent l'agglomération de Diyarbakır et les espaces ruraux

permet aux municipalités de mener une action politique volontariste, particulièrement dans Sur. Des politiques sociales sont mises en œuvre, incarnées notamment par de nombreux centres sociaux ou culturels à destination des habitants (23 à Sur en 2013 (Öztürk, 2013)). Une politique culturelle ambitieuse insistant particulièrement sur le passé multiconfessionnel et le caractère kurde de la ville est engagée. Celle-ci se traduit notamment par la rénovation et la mise en valeur du patrimoine non-musulman de la ville alors même que les communautés chrétiennes ne comptent plus que quelques familles (voir ce [billet](#) de Clémence Scalbert-Yücel). Une nouvelle génération d'hommes politiques et de responsables associatifs, qui n'ont pas connu la lutte armée, anime une société civile foisonnante. L'inscription en 2015 des murailles de la vieille ville et de leurs alentours au patrimoine mondial de l'UNESCO portée par la Mairie métropolitaine de Diyarbakır (DBB) est un aboutissement de cette logique (Boucly, 2014). À l'occasion du Newroz (21 mars, fête traditionnelle devenue un moment de revendication), entre un et deux millions de Kurdes se rassemblent toute la journée dans le Newroz Parkı, la scène est partagée entre musiciens et personnalités politiques kurdes de premier plan. Diyarbakır est l'épicentre du mouvement kurde.



4. Fête du Newroz à Diyarbakır, 21 mars 2014 (Gosse, 2014).

L'urbanité telle qu'elle a cours à Sur est la vitrine et le cœur du mouvement progressiste kurde légaliste incarné par le HDP. C'est à cette urbanité-là que les violences de ces derniers mois portent atteinte.

### Diyarbakır, théâtre ou cible de la violence ?

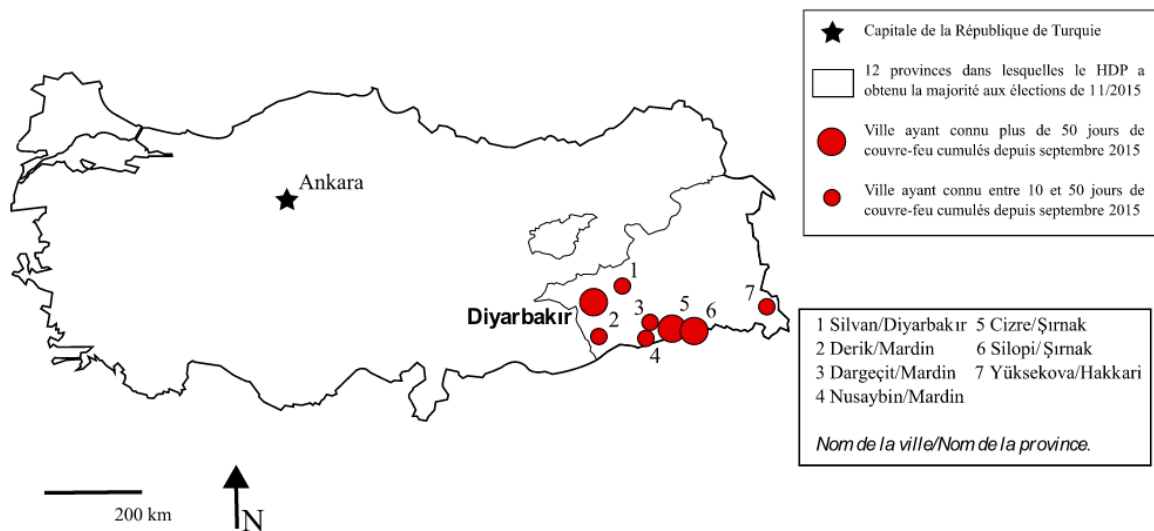
L'irruption de la violence armée dans l'espace urbain fait suite à une année de montée des tensions liées aux développements du conflit syrien. L'escalade a commencé à l'automne 2014 : émeutes de  
 environnants. Chaque district a une municipalité (*belediye*) à sa tête. Le HDP est élu à la tête de chaque municipalité de l'agglomération.

soutien à Kobané (octobre 2014), perte puis reconquête de la majorité absolue par l'AKP (juin-novembre 2015), attentats meurtriers contre le mouvement kurde auxquels « répondent » des assassinats du PKK à l'été 2015 (voir le [bilan](#) de Jean Marcou).

Entre l'automne et l'hiver 2015, des groupes de guérilla urbaine (*serhildan*) se réclamant du PKK se sont progressivement retranchés dans Sur. Les mesures de couvre-feu, mises en œuvre par les forces de sécurité, ont été prises au même moment. La vieille ville est le théâtre d'affrontements depuis décembre 2015.

La plupart des informations diffusées depuis Sur relève soit de la communication de l'État (reprise par la plupart des médias audiovisuels) soit de la propagande pro-PKK. Les forces de sécurité incluent des acteurs divers dépendant de plusieurs ministères : les réalités des chaînes de commandement et les niveaux de hiérarchie auxquels les décisions sont prises sont souvent flous. De même, si le PKK était un mouvement extrêmement hiérarchisé à ses débuts, on peut penser que les groupes de guérilla urbaine jouissent d'une large autonomie dans le déclenchement et la conduite des opérations.

Le rappel de quelques réalités sociales et historiques, notre expérience du terrain en temps de paix (entre 2012 et 2014) et un travail de veille mené sur les publications des médias et ONG locaux nous permettent néanmoins d'émettre quelques analyses.



Conception-réalisation : MG, 2016.

5. Les couvre-feux dans les villes kurdes de Turquie entre septembre 2015 et février 2016 (Gosse, 2016).

### Les forces en présence (1) : les acteurs de la guérilla urbaine

À Sur comme dans d'autres villes, des groupes de combattants kurdes de guérilla urbaine YPS et YDG-H ont pris les armes dans certains quartiers populaires (Pérouse, 2015). Le YDG-H a été fondé en 2013 et se compose de jeunes qui, au départ, affrontaient les forces de police armées de pierres, de cocktails Molotov puis de quelques armes. Les YPS ont été créés courant décembre 2015 (soit après la proclamation du couvre-feu en cours), par imitation des YPG de Syrie. Il est fort probable qu'à Diyarbakır, les membres des YPS soient essentiellement des anciens des YDG-H : ces deux étiquettes ne représentent pas deux groupes hermétiques entre eux. Ces groupes se retranchent au sein de quartiers déclarés « autonomes » et « autogérés » : quartiers barricadés et interdits d'accès aux forces de sécurité turques. À Sur, il semble que l'essentiel de ces combats ait lieu dans les quartiers Est de la vieille ville au sein de six *mahalle* (entité administrative urbaine de base : Hasırlı, Savaş, Dabanoğlu, Cemal Yılmaz, Fatih Paşa et Cevat Paşa).





6. Photographie de propagande des YPS de Sur, partagée sur Twitter (compte Dem-Genç, janvier 2016).

Leurs images de propagande, dont la scénographie suit celle des HPG puis des YPG, donnent à voir des groupes d'une trentaine de combattants tout au plus. Ces combattants sont peu nombreux, ce qui est confirmé par tous les témoignages : de quelques centaines à quelques dizaines (fatalement, leur nombre décroît). La jeunesse (voir [cet article](#) du *Spiegel*) est l'autre trait caractéristique de ces groupes. Il est probable que des éléments plus expérimentés encadrent et forment les combattants et que les jeunes aient obtenu armes et munitions en activant des filières de contrebande, très actives dans la région.

Ces groupes, récemment constitués, représentent une réalité nouvelle dans le mouvement kurde armé, par leur recrutement et par leur terrain d'action. L'âge des combattants indique que les forces de sécurité turques ne combattent pas des individus expérimentés descendus de la montagne. Depuis la reprise de la guerre en 2015, les accrochages en milieu rural impliquant le HPG ont été rares alors qu'ils représentaient l'essentiel des affrontements armés jusqu'au cessez-le-feu de 2013. Cette trêve a été concomitante de la montée des dangers pour les populations kurdes de Syrie vivant le long de la frontière turco-syrienne (Pérouse, 1997). Les Kurdes de Syrie sont relativement peu nombreux<sup>4</sup> et n'avaient pas de tradition de guérilla sur le territoire syrien avant 2011. Les YPG sont devenus un acteur important entre 2012 et 2015. Ces unités (re)conquièrent progressivement la zone de peuplement kurde au détriment de Daech et du Front-al-Nosra. Il est certain que des combattants expérimentés, Kurdes de Turquie, représentent une proportion substantielle des troupes des YPG. De nombreux jeunes Kurdes urbains de Turquie ont aussi passé la frontière pour s'enrôler dans les YPG, particulièrement lors du siège de Kobané.

Dès lors, les groupes armés de Sur ont essentiellement recruté parmi les jeunes des quartiers populaires. Cette génération, dont les parents ont vécu l'expulsion du village, vit dans le mythe de la guérilla et du sacrifice de leurs aînés (Pérouse, 2015). Le siège de Kobané leur a offert un nouveau répertoire de représentations, de sorte que le mythe et l'imagerie de la guérilla imprègnent la jeunesse

<sup>4</sup> Autour de 2 ou 3 millions (Gauthier, 2006) pour plus de 15 millions de Kurdes de Turquie (Scalbert Yücel, 2007).

(dès l'enfance) des quartiers populaires : vêtements, slogans, provocations envers les policiers. De nombreux [clips musicaux](#) mêlent références à la guérilla de montagne et au *serhildan* urbain.



7. Enfants et adolescents en marge de la scène du Newroz de 2014 (Gosse, 2014).

La génération qui arrive à l'âge adulte après le paroxysme du conflit peine à trouver une place et une légitimité alors que la génération des parents a payé le prix du sang, d'autant plus que l'atonie de l'économie locale n'offre pas des perspectives d'avenir et d'ascension sociale éclatantes. Il semble que de nombreux adolescents baignant dans cette ambiance aient voulu vivre « leur » Kobané, quitte à se lancer dans un combat dont la pertinence stratégique est plus que discutable.

Le soutien à la cause kurde et l'affection pour la figure d'Apo (Abdullah Öcalan) sont réels pour une majorité d'habitants de ces quartiers. Cependant, la tonalité des interviews des déplacés récents (voir [ce reportage](#) d'Arte ou [cet article](#) de Guillaume Perrier) montre que l'adhésion des habitants à la stratégie des YPS/YDG-H est très incertaine et que les habitants de Sur, qui ont voté HDP à plus de 70 % en 2015, aspirent davantage à vivre en paix qu'à mener une lutte à mort dans les quartiers qu'ils habitent. On peut donc faire l'hypothèse d'une déconnexion entre les jeunes combattants et le reste des habitants de Sur, qui a massivement fui la vieille ville.

#### Organisations du mouvement kurde armé

**PKK** : Parti des Travailleurs du Kurdistan (« *Partiya karkerên Kurdistan* »), organisation politique armée fondée en 1978 à Lice/Diyarbakır qui revendique tantôt l'autonomie tantôt l'indépendance pour les Kurdes. La guerre du PKK contre l'État a essentiellement consisté en une guérilla de montagne. Le bilan communément admis pour ce conflit est de 40 000 morts (Bozarslan, 2013 : 451). Depuis l'arrestation du leader Abdullah Öcalan (1999), l'organisation est moins hiérarchisée voire nébuleuse. Le PKK est désormais autant un label dont on peut se réclamer qu'une organisation hiérarchisée.

**HPG** : Force de Défense du Peuple (« *Hêzên Parastina Gel* »), guérilla du PKK. Elle est active dans son sanctuaire au nord de l'Irak ainsi que dans des zones de montagnes de la zone de peuplement kurde en Turquie.

**PYD** : Parti de l'Unité Démocratique (« *Partiya Yekîtiya Demokrat* »). Parti kurde de Syrie affilié au PKK. Son idéologie et son mode d'organisation sont calqués sur ceux du PKK. Dans le contexte du conflit syrien, le PYD administre l'essentiel de la zone de peuplement kurde du territoire syrien.

**YPG** : Unités de Protection du Peuple (« *Yekîneyên Parastina Gel* »). Forces armées du PYD. Elles sont actives au sein des territoires contrôlés par le PYD sur le territoire syrien.

**YDG-H** : Mouvement de Jeunesse Patriotique Révolutionnaire (« *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareketi* ») fondé en 2013. Organisation de la jeunesse urbaine radicalisée se réclamant du PKK. Le YDG-H revendique pratiquer la guérilla urbaine (*serhildan*) dans les villes kurdes de Turquie, dont Diyarbakır.

**YPS** : Unités de Protection des Civils (« *Yekîneyên Parastina Sîvîl* »). Organisation armée se réclamant du PKK créée en décembre 2015, sur le modèle des YPG dans certaines villes kurdes de Turquie. Les unités YPS déclarent l'autonomie et l'autogestion dans des quartiers (dont Sur) de villes kurdes de Turquie. Les YPS sont l'acteur principal des combattants kurdes face aux forces de sécurité dans les affrontements de ces derniers mois.

#### Acteurs du mouvement kurde légal

**BDP** : Parti de la Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*). Parti pro-kurde progressiste et légaliste fondé en 2009 et dissous en 2014.

**HDP** : Parti Démocratique des Peuples (« *Halkların Demokratik Partisi* »). Parti remplaçant le BDP depuis 2014 visant à faire fusionner la gauche progressiste non-kurde avec le mouvement parlement kurde parlementaire. Les régions kurdes restent néanmoins le socle électoral du HDP. Le HDP condamne systématiquement l'usage de la violence.

**DBB** : Mairie Métropolitaine de Diyarbakır (« *Diyarbakır Büyükşehir Belediyesi* ») dirigée par le HDP.

8. Organisations et acteurs du mouvement kurde (Gosse, 2016).

### Les forces en présence (2) : les forces de sécurité turques

L'expression « forces de sécurité » (*Güvenlik Güçleri*) désigne l'ensemble des forces armées servant l'État turc. Elle ne renvoie à aucune institution mais s'est progressivement imposée tant l'appareil sécuritaire turc est hétéroclite voire nébuleux, particulièrement dans le Sud-Est (voir [ce billet](#) d'Etienne Copeaux). Se côtoient policiers (*Polis*) et forces armées conventionnelles (TSK), forces spéciales de la police (PÖH), forces spéciales de l'armée (JÖH), « gardiens de village » (*korucu*), organisations politiques mafieuses locales (*Hizbullah*) qui peuvent être stipendiées, armées ou protégées par l'État. La visibilité relative de ces groupes varie dans le temps et nous informe sur les intentions de l'État turc quant à ses citoyens kurdes.

Durant les années de guerre, les espaces ruraux étaient tenus par l'armée (TSK). Les forces spéciales (notamment les équipes spéciales (*özel tim*), [décrites](#) par E. Copeaux), assistées de troupes supplétives locales (*korucu*), menaient la contre-insurrection en semant la terreur. Un climat de violence politique était entretenu à Diyarbakır, alors que la ville accueillait des centaines de milliers de ruraux déplacés. En plus de la police régulière, l'État turc a financé une nébuleuse composée de policiers, de mafieux locaux et de militants d'extrême-droite. En ville comme en dehors, les agents de la sale guerre étaient souvent recrutés par affinités idéologiques. Les forces de sécurité avaient alors une forte tonalité ultranationaliste (MHP et organisations politico-mafieuses qui lui sont liées) : disparitions, exécutions extra-judiciaires, torture ont touché toutes les composantes du mouvement kurde (Bozarslan, 2009 : 70).



On assiste à une baisse progressive des tensions dans les années 2000 dont l'aboutissement est la trêve de 2013. Le visage de l'État change, les équipes spéciales et *korucu* quittent le devant de la scène pour laisser place à la police « régulière » qui applique désormais des consignes de modération, et le fait savoir.



9. « Nous sommes là pour votre tranquillité ». Affiche de la police de Diyarbakır (Gosse, 2013).

L'État a notamment permis la tenue sans violence des gigantesques rassemblements du Newroz de Diyarbakır (2013-2014-2015) dans lesquels l'usage de la langue kurde était constant, les symboles et les chants renvoyant à des organisations (toujours) interdites étaient innombrables<sup>5</sup>.

Les visages de l'État ont changé au cours de l'année 2015, au fur et à mesure de l'escalade des tensions. Les affrontements ayant lieu en milieu urbain, les forces de maintien de l'ordre (du Ministère de l'Intérieur) et non les forces armées *stricto sensu* sont les plus impliquées. Cependant, ce sont à nouveau des unités des forces spéciales qui sont les plus en vue. Les forces spéciales de la police (PÖH) et de la gendarmerie (JÖH) lourdement armées, occupent le devant de la scène. Ces deux unités dépendent du Ministère de l'intérieur (les JÖH sont militaires mais dépendent du Ministère de l'Intérieur pour les opérations de maintien de l'ordre en ville). Comme dans les années 1980-1990, ces membres des forces spéciales semblent recrutés en fonction de leurs options idéologiques. Les photographies qu'ils partagent abondamment sur les réseaux sociaux reprennent tout le répertoire de l'extrême droite nationaliste turque.

<sup>5</sup> En comparaison, les 1 128 universitaires turcs ayant signé une pétition « pour la paix » début janvier 2016 sont accusés de « trahison » par l'exécutif. Certains sont l'objet de poursuites judiciaires pour « propagande terroriste ». Ces cas de persécutions judiciaires se sont multipliés ces derniers mois.

<b>Forces de sécurité (« <i>Güvenlik Güçleri</i> »)</b>	
<b>Polis</b> :	Police régulière dépendant du Ministère de l'Intérieur.
<b>TSK</b> :	Forces Armées de Turquie (« <i>Türkiye Silahlı Kuvvetleri</i> »). Armée régulière turque dépendant du Ministère de la Défense Nationale.
<b>JÖH</b> :	Forces Spéciales de la Gendarmerie (« <i>Jandarma Özel Harekat</i> »). Unités militaires de maintien de l'ordre dépendant du Ministère de l'Intérieur pour les opérations en milieu urbain.
<b>PÖH</b> :	Forces Spéciales de la Police (« <i>Polis Özel Harekat</i> »). Unités de maintien de l'ordre militarisées dépendant du Ministère de l'Intérieur.
<b>Korucu</b> :	Gardiens de village. Miliciens kurdes ruraux armés et stipendiés par l'État afin de combattre la guérilla du PKK.
<b>Hizbullah</b> :	Organisation politico-mafieuse ayant servi de bras armé à la violence politique de l'État contre le mouvement kurde urbain dans les années 1980-1990.
<b>Partis politiques</b>	
<b>AKP</b> :	Parti de la Justice et du Développement (« <i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> »). Parti libéral-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2002.
<b>MHP</b> :	Parti d'Action Nationaliste (« <i>Milliyetçi Hareket Partisi</i> »). Parti d'extrême-droite ultranationaliste dont l'idéologie (mélange composite de nationalisme, panturquisme, islamisme) et l'iconographie (loups gris, « Touran ») imprègne manifestement de nombreux agents des forces spéciales déployées dans les villes kurdes.

10. Acteurs et organisations liés à l'État turc (Gosse, 2016).

## Une étrange bataille

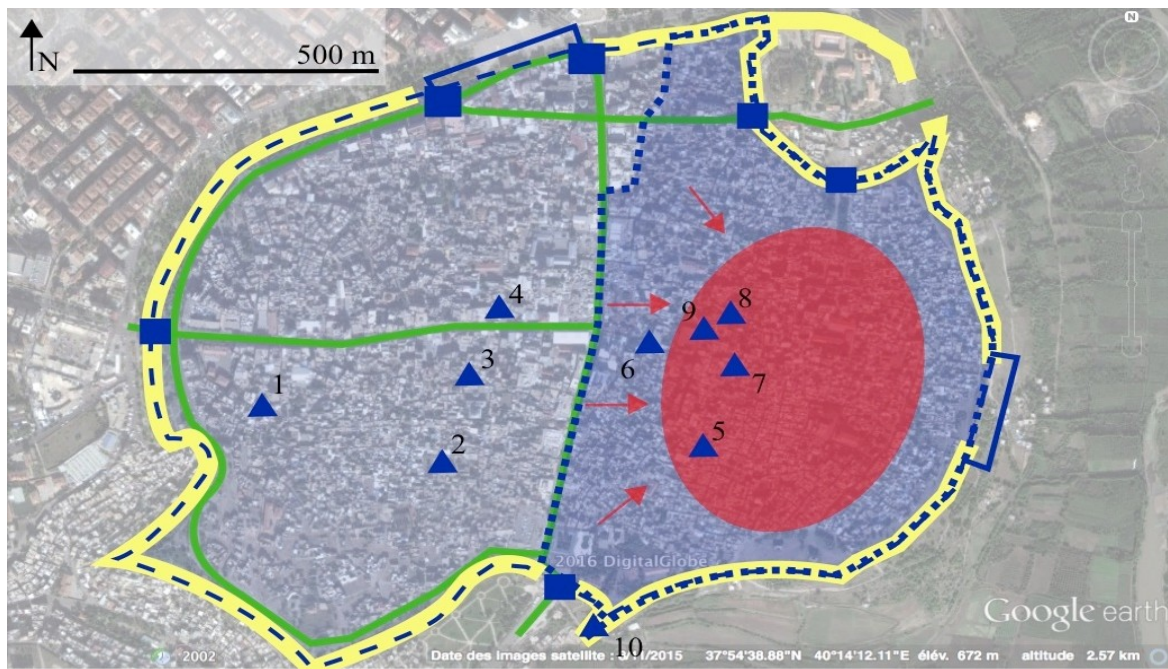
Ce conflit est asymétrique : un groupe armé (YPS/YDG-H) combat une armée étatique infiniment plus puissante par le nombre des combattants, les techniques de combat ou les technologies employées. L'histoire des conflits asymétriques montre que le milieu urbain est intrinsèquement défavorable aux guérillas. Le PKK a investi les montagnes car il était conscient qu'il serait toujours perdant en milieu urbain (Öcalan, 2010). Lorsque des guérillas sont victorieuses, elles ne « descendent » vers les villes que lorsque la victoire est acquise (Kaboul en 1996, Algérie en 1962...). Les affrontements armés qui durent longtemps en milieu urbain opposent des belligérants aux capacités militaires comparables comme ce fut le cas à Kobané.

Quelques centaines (estimation haute) d'adolescents kurdes sous-équipés et inexpérimentés se sont retranchés dans une partie des six *mahalle* de l'Est de Sur, soit dans un carré de 600 m sur 600 m tout au plus. La muraille et l'axe Nord-Sud (Avenue Gazi) de Sur sont tenus par les forces de sécurité : les combattants ne peuvent de toute évidence pas s'approvisionner en armes et en munitions à l'extérieur depuis décembre. Les six *mahalle* de l'Est sont sous couvre-feu permanent depuis le 11 décembre 2015 (sixième couvre-feu depuis août 2015), les accès à Sur sont bloqués ou filtrés en permanence par la police bien que le couvre-feu sur l'ensemble de Sur ait été intermittent depuis décembre.





On ne peut comprendre l'action d'aucun des acteurs selon un prisme « stratégique » ordinaire. L'action des YDG-H/YPS est sacrificielle : elle ne relève pas d'une stratégie rationnelle pouvant effectivement amener à la « libération » de Diyarbakır. Les forces de sécurité ont les moyens de vaincre les combattants kurdes en un temps relativement court, mais le couvre-feu dure depuis plus de 90 jours. De toute évidence, les forces de sécurité font traîner la situation et poursuivent d'autres objectifs que d'anéantir les combattants kurdes qui seront écrasés lorsque l'État le décidera. Il faut donc faire l'hypothèse que la vieille ville de Diyarbakır n'est pas qu'un décor : elle est la cible de l'État.<sup>6</sup>

<sup>6</sup> Ces observations ne valent pas forcément pour les autres villes dans lesquelles les couvre-feux durent ou ont duré (voir Fig. 5). La proximité immédiate d'une frontière poreuse, Kurdistan irakien (Yüksekova, Silopi), cantons kurdes syriens (Cizre, Nusaybin) permet vraisemblablement d'éviter l'effet de huis-clos auquel on assiste à Sur. Les couvre-feux de villes éloignées de la frontière ont été parfois violents, mais plus éphémères












### I Couvre-feu et action des forces de sécurité

-  Couver-feu intermittent sur l'ensemble de la vieille-ville. (121750 habitants, TUIK 2014).
-  Espace des six mahalle sous couvre-feu permanent depuis décembre 2015.
-  Principaux accès bloqués ou filtrés en permanence.
-  Blocage des sections sans murailles.

### II L'espace des combats

-  Muraille (10 m. de haut) tenue par les forces de sécurité (drapeaux turcs déployés).
-  Axes de transport principaux, larges avenues, tenues par les forces de sécurité.
-  Localisation (estimée) des rues tenues par les combattants kurdes (début janvier).
-  Dynamique de rétraction des quartiers autonomes.

### III Des destructions urbicides

-  L'espace de la vieille-ville : destructions importantes, au moins 50000 habitants déplacés (10/02).
-  Quartiers de l'Est de la vieille ville, 70 % de bâtiments détruits (10/02), civils bloqués dans des sous-sols (28/02).
-  Destruction partielle/saccage/marquage de lieux symboliques avérés au 28/02.

1 Eglise syriaque de la vierge marie.	6 Minaret à quatre pieds.
2 Cemil Paşa Konağı, musée municipal de la vieille ville.	7 Mosquée Haci Hamit.
3 Maison du Dengbej.	8 Eglise chaldéenne Mar Petyun.
4 Centre artistique et culturel Tigre et Euphrate.	9 Eglise arménienne Surp Guiragos.
5 Eglise arménienne catholique.	10 Bastion de la chèvre (Keçi burcu).

Conception-réalisation : MG, 2016.

11. Couver-feu, conflit armé et urbicide à Sur, décembre 2015-février 2016- base Google Earth (Gosse, 2016).

(Silvan, Dargeçit, Derik, Bismil...). Notons également que le niveau de violence observé à Sur n'atteint pas (encore ?) celui de Cizre : civils tués au hasard, civils transportant des blessés sous drapeau blanc fauchés à la mitrailleuse, cadavre de combattante dénudé et photographié, plus d'une centaine de civils et/ou de combattants blessés brûlés vifs dans des sous-sols où ils étaient bloqués.



## Destruction de la ville, destruction de l'urbanité

[Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=mqMxjcGW4j8> ]

12. « Grande destruction à Sur » (Amed haber ajansi, 2016).

### Un urbicide

La notion d'urbicide fut popularisée au lendemain des conflits dans les Balkans des années 1990 (Chaslin, 1997). Elle peut nous permettre d'analyser l'action de l'État à Diyarbakır. Dépassant le constat des dégâts matériels et des violences physiques<sup>7</sup>, la qualification d'urbicide consiste en une destruction intentionnelle de ce qui fonde l'urbanité d'une ville (Tratnjek, 2012).

1- Les violences ont provoqué le départ d'une proportion importante de la population des 15 *mahalle* de Sur (55 027 hab. en 2014, selon TUIK, l'Institut turc des statistiques). D'après un communiqué de la municipalité métropolitaine (DBB), 30 000 habitants déplacés vers les territoires des trois autres municipalités de l'agglomération étaient enregistrés et assistés par les services municipaux au 10 février 2016. Au vu de l'ampleur des destructions (70 % des bâtiments des quartiers de l'Est de la ville), il est clair que tous ne reviendront pas. Le même communiqué rappelle que « 95 % de la population de Sur est pauvre ». La vie s'organisait dans l'espace public autour d'une multitude de réseaux interpersonnels d'entraide ou de mutualisation de ressources (par exemple les fours à pains (*tandır*) communs). Le départ définitif d'une partie importante de la population perturbera complètement les multiples réseaux d'entraide d'une population très vulnérable. La densité et la présence de nombreux enfants dans la rue (21,9 ans d'âge médian dans la province en 2013 selon TUIK) produisaient l'ambiance des espaces publics. Vider partiellement Sur revient à porter un coup fatal aux modes d'habiter et aux relations sociales qui s'y inscrivaient.

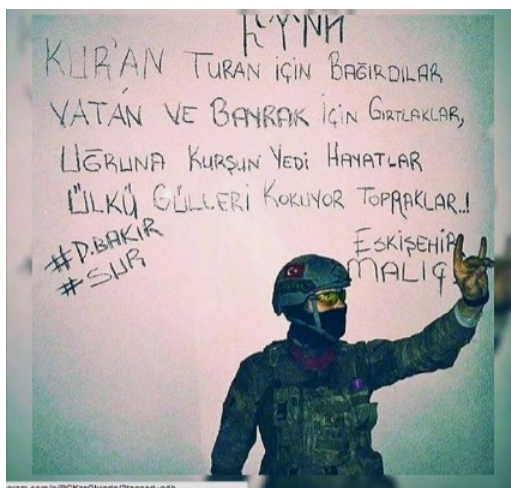
2- Depuis le début des opérations, d'innombrables images de drapeaux turcs déployés, de graffitis ou de policiers et de gendarmes faisant le signe des loups gris (voir Fig. 14 et 15 ci-dessous) sont diffusées sur les réseaux sociaux<sup>8</sup>. Ces images confirment le fait que les destructions sont ritualisées (Bogdanović, 1993) et que ceux qui les commettent ont l'intention de marquer le paysage. Graffitis, destructions et leurs clichés partagés sur Instagram et Twitter peuvent être lus comme des marqueurs « d'appropriation de l'espace » (Ripoll et Veschambre, 2005) visant à remplacer d'autres marqueurs d'appropriation de l'espace émanant des habitants, par le biais de leurs élus municipaux.

<sup>7</sup> Au moins 24 civils non-combattants de Sur ont été tués au 1<sup>er</sup> mars selon les co-présidents du HDP. Le bilan est beaucoup plus lourd à Silopi et surtout à Cizre, théâtre de massacres collectifs (au moins 178 morts selon le HDP).

<sup>8</sup> Notons que ces photographies d'exactions sont plus souvent diffusées par ceux qui les ont commises que par ceux qui voudraient les dénoncer.



13. Le bastion de la chèvre recouvert d'un drapeau turc (capture d'écran Instagram, 01/2016).



14. Inscriptions laissées par les forces de sécurité sur les murs de Sur. (captures d'écran instagram, 02/2016-12/2015)<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> A g., un poème disant en substance : « Ils ont crié pour le Coran et le Touran, la patrie et le drapeau. En leurs noms, ils sont morts en martyrs, les terres de la patrie sentent les roses de la nation. » A d., « Allah suffit pour tout » ; « Vous allez voir la force du Turc. ». L'agent fait le signe des loups gris avec sa main gauche.



15. A g., l'église arménienne catholique, avant et après les combats. A d., policier faisant le signe des loups gris dans l'église arménienne Surp Guiragos (captures d'écran Instagram, 2016).

Ce marquage de l'espace est réalisé par des procédés divers, dont voici quelques exemples :

- Nombreuses inscriptions sur les murs, photographiées et partagées sur les réseaux sociaux : symboles et slogans nationalistes turcs, insultes, menaces...
- Grands drapeaux turcs couvrant la muraille noire, « géosymbole » de la ville.
- Saccage de centres culturels : notamment la maison du *dengbêj*, centre culturel qui tente de faire revivre la poésie chantée kurde (Scalbert Yücel, 2009) et le centre culturel voisin *Dicle Fırat* (Tigre et Euphrate).
- Occupation du Cemil Paşa konağı, grande demeure rénovée par la municipalité pour accueillir le musée municipal de la ville (2014), qui sert actuellement de local aux forces de sécurité, ce qui laisse penser qu'il ne sera pas rendu intact.
- Dégradation du patrimoine chrétien mis en valeur par la municipalité. Il semble que la plupart des églises ont été endommagées par des tirs : église arménienne catholique, église chaldéenne Mar Petyun, église syriaque de la vierge Marie. Les inscriptions racistes (anti-arméniennes notamment) et la photo du membre des forces de sécurité faisant le signe des loups gris dans l'église arménienne (reconstruite à l'initiative de la municipalité) laissent peu de doute quant au caractère intentionnel de destructions dont on ne pourra mesurer l'ampleur qu'une fois le couvre-feu levé.

On peut cependant dès à présent affirmer que le comportement des forces de sécurité consiste en une offensive systématique dirigée contre tous les signes de l'ordre municipal HDP. Les co-maires HDP de Sur ont d'ailleurs été suspendus, tout comme 55 autres maires HDP, d'après l'Association des maires d'Anatolie du Sud-Est.





16. Les co-maires de Sur en campagne municipale (Gosse, mars 2014).

L'État travaille donc à vider la vieille ville de sa substance : déplacement contraint des habitants, destruction systématique des symboles de l'identité urbaine.

Cette attitude n'est pas inédite : appropriations et destructions symboliques par les agents de l'État ont été consubstantielles des épisodes de modifications coercitives du peuplement que la région a connus depuis un siècle (Jongerden, 2009). Il y a donc une volonté manifeste d'anéantir l'urbanité à Sur telle qu'elle est vécue par les habitants et promue par leurs élus municipaux. Cet urbicide est probablement emblématique d'un nouveau chapitre des relations entre l'État central et la région kurde de Turquie.

### De quoi cet urbicide est-il le nom ?

Il est tentant de lire le retour de la guerre comme un retour aux années 1980-1990 : violence paroxystique, profil des forces de sécurité, déplacements de populations. Cependant, l'observation du comportement de l'État à l'échelle de la dernière décennie tend à montrer que l'histoire bégaie mais ne se répète pas (Pérouse, 2015).

Notons premièrement que l'« urbanisation » de la violence suit à la fois l'urbanisation du peuplement (voir tableau ci-dessous) et la « municipalisation » du mouvement politique kurde. La population kurde de Turquie est beaucoup plus urbaine qu'elle ne l'était dans les années 1980. De même, bien que le PKK et sa guérilla de montagne conservent une certaine puissance d'évocation, le HDP, qui s'appuie sur sa gestion municipale, est désormais l'acteur majeur du mouvement kurde en Turquie.

	1985	2013	Accroissement démographique	Taux d'accroissement démographique (%)
<b>Population de la province</b>	934 505	1 607 437	672 932	72
<b>Population de la ville-centre</b>	305 940	930 296	624 356	204
<b>Population de la province résidant hors de la ville-centre</b>	628 565	677 141	48 576	8
				Source : TUIK.

17. La population de la province de Diyarbakır 1985-2013 (Gosse, 2016).

La violence dirigée contre l'urbanité de Diyarbakır relève à la fois de la rupture et de la continuité : la montagne a perdu sa centralité dans les affrontements mais l'État est de nouveau aux prises avec le centre de gravité démographique et politique des Kurdes.

Les gouvernements au pouvoir lors du paroxysme du conflit (années 1980-1990) se réclamaient d'un kéralisme orthodoxe réfutant la légitimité des droits culturels et politiques des Kurdes (Jongerden, 2007). L'écrasement brutal des revendications du mouvement kurde était associé à un sous-investissement chronique dans les infrastructures publiques. Ces deux facteurs ont largement produit le sous-développement des territoires kurdes de Turquie (Pérouse, 2002).

Depuis 2002, l'AKP a mené une politique kurde beaucoup plus ouverte : baisse de la violence jusqu'à la trêve de 2013-2014, diminution progressive des persécutions judiciaires, mesures symboliques en faveur de la langue kurde (Bozarslan, 2010). Cette politique kurde ne s'est pas limitée à des symboles : l'État turc a massivement investi. Par exemple, les taux des médecins et professeurs pour 1000 habitants, visages de « l'État souriant » (Montabone, 2011), ont fortement augmenté et rattrapent désormais la moyenne nationale (voir Fig. 18 ci-dessous). Cette politique kurde de l'AKP n'était pas dénuée d'objectifs électoralistes (Benhaim, 2014). La construction d'établissements scolaires publics et de grands hôpitaux du Ministère de la santé a amélioré le bien-être des habitants mais visait aussi à apaiser la relation entre l'État et « ses » citoyens kurdes (Gosse, 2013). L'AKP aspirait déjà à neutraliser le mouvement kurde, en obtenant les suffrages des populations kurdes.

	Enseignants 2000	Enseignants / 1000 hab. 2000	Enseignants 2011	Enseignants/ 1000 hab. 2011	Augmentation 2000-2011 (%)	Accroissement démographique 2000-2011 (%)
<b>Turquie</b>	488 758	7,2	807 549	10,8	65,2	10,2
<b>Région Anatolie du Sud-Est</b>	37 874	5,7	87 622	11,2	131,4	18,3
<b>Province de Diyarbakır</b>	7 785	5,7	17 999	11,5	131,2	15,3
						Source : TUIK.
	Médecins 2000	Médecins/ 1000 hab. 2000	Médecins 2014	Médecins/ 1000 hab. 2014.	Augmentation 2000-2014 (%)	Accroissement démographique 2000-2014 (%)
<b>Turquie</b>	85 242	1,3	135 616	1,7	59,1	14,6
<b>Région Anatolie du Sud-Est</b>	3 973	0,6	10 085	1,2	153,8	24,8
<b>Province de Diyarbakır</b>	1 072	0,8	2475	1,5	130,9	20,0
						Source : TUIK.

18. Effectifs des médecins et enseignants<sup>10</sup> à Diyarbakır 2000-2014 (Gosse, 2016).

<sup>10</sup> Les médecins de la province sont membres de la fonction publique à plus de 90 %. La catégorie « enseignant » inclut les professeurs fonctionnaires des deux premiers degrés.

Depuis quelques mois, dans le contexte du conflit syrien, l'AKP mène une politique kurde diamétralement opposée à l'ouverture relative de ces dernières années. Par un curieux phénomène de vases communicants, l'État retire à présent les instituteurs des villes kurdes sous couvre-feu (il les envoie en stage, les écoles sont fermées) et laisse le champ libre à une nouvelle génération d'agents des forces spéciales qui se distinguent tant par leur ancrage manifeste à l'extrême droite que par leur brutalité.



19. « A notre tour d'assurer votre éducation, JÖH ». Photographie probablement prise à Sur et partagée sur Instagram, 2016.

Ces deux visages de la politique kurde de l'AKP expriment-ils une schizophrénie étatique ou ne sont-ils que deux facettes d'une même intention de neutraliser le mouvement kurde ? Les déclarations du Premier ministre Ahmet Davutoğlu, reprises et analysées dans le [Guardian](#), donnent à réfléchir : « nous reconstruirons Sur comme Tolède » (1er février 2016). Depuis plusieurs années, l'AKP multiplie les projets de rénovation urbaine (*Kentsel Dönüşüm*) très critiqués par la société civile, notamment à Istanbul (Pérouse, 2007) : refoulement des habitants pauvres, lectures idéologiques du passé. La référence à Tolède de la part du premier ministre laisse penser que l'action des forces spéciales laissera la place à un projet de réagencement de l'espace urbain. On peut s'attendre à la mise en œuvre d'un grand projet de gentrification refoulant les habitants pauvres et proposant une lecture néo-ottomane de l'histoire et de l'espace urbains de Sur. Celle-ci inclura sans doute des éléments de patrimoine chrétien et la promotion d'une identité kurde AKP-compatible. On peut d'ores et déjà faire l'hypothèse que les investissements et les destructions menés par l'État ne sont que deux moyens d'une même politique.

Ville-refuge pour des centaines de milliers de ruraux kurdes depuis les années 1980-1990, Diyarbakır est désormais la ville-cible du gouvernement turc. Il serait réducteur de considérer les événements de ces derniers mois comme un simple retour de la guerre, dans une région où les périodes de paix ont relevé de l'exception lors du dernier demi-siècle. La commission de cet urbicide montre que la violence déployée par l'État turc contre une partie des Kurdes de Turquie a changé de sens. L'irruption du conflit armé dans l'espace urbain de Diyarbakır constitue une nouveauté : elle doit être lue comme une entreprise de mise au pas du bastion kurde le plus emblématique de la République de Turquie.

#### **Mise à jour mi-avril 2016.**

Depuis la rédaction de cet article, les combats ont cessé à Sur : la plupart des jeunes combattants kurdes sont morts, les survivants ont été emprisonnés. Cependant, l'Est de la vieille ville reste interdit d'accès par les forces de sécurité, les accès à Sur sont filtrés.



Un rapport (téléchargeable [ici](#)) publié par la municipalité métropolitaine fait l'inventaire des dégâts. Il montre également que l'urbicide continue par d'autres moyens. Les bulldozers ont pris le relais des forces spéciales et rasant des bâtiments dans les zones touchées par les combats. Le 21 mars, le conseil des ministres a publié un décret d'expropriation faisant entrer 6 292 parcelles privées de Sur dans le giron de l'état. Les parcelles restantes (environ 1500) appartenaient déjà à des acteurs publics étatiques divers. De belles opérations immobilières sont à prévoir. La question du lien entre l'affairisme du gouvernement AKP et la dimension plus « politique » de ses politiques urbaines est développée à propos des villes kurdes dans [cet article](#) paru le 18 mars 2016 dans *Jadaliyya*. L'avenir des parcelles expropriées et de leurs habitants est pour l'heure particulièrement flou. La visite du Premier ministre Ahmet Davutoğlu du 1<sup>er</sup> avril 2016 avait sans doute pour fonction de marquer symboliquement la fin des combats à Sur. Elle est emblématique de l'ambiguïté du gouvernement turc. Après des semaines de destruction, Ahmet Davutoğlu, keffieh kurde sur les épaules, a vanté une fraternité entre Turcs et Kurdes basée sur l'islam et présenté son grand projet de rénovation urbaine. Son discours (disponible [ici](#)) fut prononcé à Sur, face à la Grande mosquée (Ulu Camii) devant un public enthousiaste, probablement trié sur le volet.

## MATTHIEU GOSSE

Matthieu Gosse est professeur agrégé de géographie dans un lycée de banlieue toulousaine. Il a étudié les politiques publiques d'offre de soins médicaux en Turquie (Istanbul, Diyarbakır) durant ses années de master (2012, 2013).

## Bibliographie

Benhaim Y., 2014, « Quelle Politique kurde pour l'AKP ? », *Politique étrangère*, n° 2, 39-50.

Bogdanović B., 1993, « L'urbicide ritualisé » in Nahoum-Grappe (dir.), *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Éditions Esprit, 33-37.

Boucly J., 2014, *Conflits de patrimonialisation à Diyarbakır : Politiques étatiques et municipales à l'épreuve d'une procédure d'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO*, Mémoire de Master en sciences sociales sous la direction de Nathalie Clayer, Paris, EHESS, 171 p.

Bozarslan H., 2009, *Conflit kurde : Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 176 p.

Bozarslan H., 2013, *Histoire de la Turquie : De l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 590 p.

Bozarslan H., 2014, « La question kurde à l'heure de l'« ouverture » d'Ankara », *Politique étrangère*, n° 2, 55-64.

Chaslin F., 1997, *Une haine monumentale : essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Paris, Descartes et Cie, 106 p.

Gauthier J., 2006, « Syrie le facteur kurde », *Outre-Terre*, n° 14, 217-231.

Gosse M., 2013, *Offre de soins médicaux et territoires à Diyarbakır : une étude des relations entre l'État central et une ville périphérique*, Mémoire de Master en géographie sous la direction d'Emmanuelle Boulineau et Jean-François Pérouse, Lyon, ENS de Lyon, 104 p.

Jongerden J., 2007, *The settlement issue in Turkey and the Kurds*, Leiden, Brill, 354 p.

Jongerden J., 2009, « Crafting space, making people : The spatial design of nation in modern Turkey », *European journal of Turkish studies*, n° 10, en ligne.

Jongerden J., 2010, « Village evacuation and reconstruction in Kurdistan (1993-2002) », *Études rurales*, n° 186, 77-100.

KHRP, 2006, *The status of internally displaced Kurds in Turkey : Return and compensation rights*, Rapport publié [en ligne](#) par Kurdish Human rights project, Londres, 64 p.

Köker O., 2011, *Diyarbakir Vilayetinde Ermeniler*, Istanbul, Birzamanlar Yayıncılık, 72 p.

Montabone B., 2011, *La cohésion territoriale en périphérie de l'Union européenne : les enjeux du développement régional en Turquie*, thèse de doctorat en géographie et aménagement sous la direction de Guy Baudelle, Rennes, Université Rennes II, 341 p.

Öcalan A., 2010, *Guerre et paix au Kurdistan*, Cologne, International initiative edition, 44 p.

Öztürk D., 2013, *Socio-spatial practices of the pro-Kurdish municipalities : The case of Diyarbakır*, Mémoire de Master en politiques urbaines sous la direction de Melih Ersoy, Ankara, Middle East Technical University, 329 p.

Pérouse J-F., 1997, « Les Kurdes de Syrie et d'Irak : dénégation, déplacements et éclatement », *Espace, Populations et sociétés*, n° 1, 73-84.

Pérouse J-F., 2002, « Enjeux et rôles de la « société civile » au Kurdistan : les déterminants géopolitiques et géo-économiques », *Études kurdes*, n° 4, 7-34.

Pérouse J-F., 2007, « Istanbul, entre Paris et Dubaï : mise en conformité « internationale », nettoyage et résistances » in Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L. (dir.), *Villes Internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, 31-62.

Pérouse J-F., 2015, « Le faux parallèle entre les années 1990 et aujourd'hui », *Orient XXI*, en ligne.

Ripoll F., et Veschambre V., 2005, « L'appropriation de l'espace comme problématique », *Noroi*, n°195, 7-15.

Rosière S., 2007, « La modification coercitive du peuplement », *L'information géographique*, n° 71, 7-26.

Scalbert Yücel C., 2007, « Le peuplement du Kurdistan bouleversé et complexifié : de l'assimilation à la colonisation », *L'information géographique*, n° 71, 63-86.

Scalbert Yücel C., 2009, « The invention of a tradition : Diyarbakır's Dengbêj project », *European journal of Turkish studies*, n° 10, en ligne.

Tratnjek B., 2012, « La destruction du « vivre ensemble » à Sarajevo : penser la guerre par le prisme de l'urbicide », [Lettre de l'IRSEM](#), n°5, en ligne.

Van Bruinessen M., *Evliya Celebi in Diyarbakir*, 1988, Leiden, Brill, 270 p.